

Marie-Emmanuelle Pommerolle

# De la loyauté au Cameroun

Essai sur un ordre  
politique et ses crises

LES AFRIQUES

KARTHALA



# De la loyauté au Cameroun

Marie-Emmanuelle Pommerolle

Essai sur un ordre politique et ses crises

**P**arfois vanté pour sa stabilité politique, incarnée par un président de la République en place depuis 1982, le Cameroun est pourtant secoué par de graves crises politiques, sociales et sécuritaires. Cet ouvrage propose de comprendre ensemble la ténacité de cet ordre politique et ses failles, en réexaminant ce qui a été la matrice de concepts désormais classiques de la sociologie politique : « l'État néo-patrimonial », « la politique du ventre », ou « la postcolonie ». En s'appuyant sur la notion de loyauté, telle qu'elle est envisagée par les travaux d'Albert Hirschman, cette étude documente les pratiques ordinaires d'engagement – parfois contraint – dans les institutions de pouvoir.

Voter, défiler, travailler dans des institutions d'État, se proclamer patriote : motivées par des intérêts de divers ordres, ces pratiques de loyauté sont revendiquées par les institutions comme autant de marques de légitimité de leur pouvoir. Or elles sont aussi vectrices d'une transformation de ces institutions, et susceptibles de produire de la critique. À partir de nombreux entretiens et d'observations, ce livre rend compte des contraintes et des possibilités offertes à celles et ceux qui « restent » dans un espace politique même quand ils ne l'approuvent pas, et de l'indétermination politique des pratiques sociales qui peut les faire basculer, assez vite, vers la défection ou la prise de parole. Il s'appuie sur les outils forgés par les sociologies politiques comparées de la domination, des institutions et des mobilisations pour offrir une vision renouvelée de l'État au Cameroun.

L'autrice y apporte une contribution originale et située, prolongeant le « débat postcolonial » sur le Cameroun. Au-delà de l'Afrique centrale, il s'agit d'éclairer les ressorts sociaux des situations autoritaires, dont on constate aujourd'hui qu'elles ne sont pas les résidus d'un passé lointain, mais deviennent plutôt l'ordinaire des espaces politiques contemporains.

---

*Marie-Emmanuelle Pommerolle est politiste, maîtresse de conférences (HDR) à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, où elle est co-responsable du Master Politique comparée Afrique Moyen-Orient. Elle est membre de l'Institut des mondes africains (IMAF).*

LES AFRIQUES



COLLECTION DIRIGÉE PAR RICHARD BANÉGAS

# De la loyauté au Cameroun

---

## LES AFRIQUES

La collection « Les Afriques » accueille des ouvrages traitant des sociétés politiques et économiques en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord. Ouverte à des travaux issus de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, notamment de l'économie politique et de la sociologie historique du politique, elle met l'accent, selon une démarche pluridisciplinaire, sur le va-et-vient nécessaire entre les données de terrain et les réflexions théoriques.

Renouveler les approches et les méthodologies de l'analyse comparée et, ce faisant, aider à produire un autre regard sur les mutations du politique et de l'économique au Sud comme au Nord, telle est l'ambition de cette collection.

Marie-Emmanuelle Pommerolle

# De la loyauté au Cameroun

Essai sur un ordre politique  
et ses crises

**Éditions KARTHALA**  
22-24, boulevard Arago  
75013 PARIS



*En mémoire de mes parents  
Pour Daniel*



## SOMMAIRE

---

|                        |                                                                                                         |     |
|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION           | <b>CE QUE RESTER VEUT DIRE : CONCEPTUALISER<br/>LA LOYAUTÉ EN SITUATION AUTORITAIRE</b>                 | 11  |
| CHAPITRE 1             | <b>L'<i>ILLUSIO</i> ÉLECTORALE : CO-PRODUCTION<br/>DE LA LOYAUTÉ ET RISQUE DÉMOCRATIQUE</b>             | 39  |
| CHAPITRE 2             | <b>LA LOYAUTÉ INCARNÉE : DÉFILÉS OFFICIELS<br/>ET PARTICIPATIONS POPULAIRES</b>                         | 81  |
| CHAPITRE 3             | <b>LES COÛTS DE LA LOYAUTÉ : UNIVERSITAIRES,<br/>« SOCIÉTÉ CIVILE » ET ÉTAT</b>                         | 99  |
| CHAPITRE 4             | <b>NATIONALISMES K(C)AMER(O)UNAI : LOYAUTÉS<br/>ET CRITIQUES DANS UN ESPACE PUBLIC POSTCOLONIAL</b>     | 125 |
| CHAPITRE 5             | <b>« JE NE SUIS PAS CAMEROUNAIS » :<br/><i>EXIT, VOICE</i> ET <i>LOYALTY</i> AU CAMEROUN ANGLOPHONE</b> | 151 |
| CHAPITRE 6             | <b>LA LOYAUTÉ POSTCOLONIALE : ROUTINES DIPLOMATIQUES<br/>ET « CRISES INTERNATIONALES »</b>              | 179 |
| CONCLUSION             | <b>CONSTITUER UNE ARCHIVE DES PRATIQUES POLITIQUES<br/>AMBIGÜES</b>                                     | 209 |
| REMERCIEMENTS          |                                                                                                         | 215 |
| RÉFÉRENCES (SÉLECTION) |                                                                                                         | 217 |



## INTRODUCTION

# CE QUE RESTER VEUT DIRE : CONCEPTUALISER LA LOYAUTÉ EN SITUATION AUTORITAIRE

---

Yaoundé, 20 mai 2016, défilé officiel de la Fête de l'Unité, l'autre nom de la fête nationale camerounaise. Alors que le président de la République Paul Biya s'apprête à passer en revue les troupes, son véhicule tombe en panne. Bloqué au milieu du boulevard du 20 Mai, il doit être poussé et remorqué. L'événement, filmé, est largement commenté dans les médias et sur les réseaux sociaux. Il s'agirait d'un « mauvais présage », le signe que le pouvoir serait usé, voire un avertissement adressé à un président resté trop longtemps en fonction<sup>1</sup>. À tout le moins, cette défaillance technique en plein défilé officiel reflète les failles et les incertitudes de l'ordre politique camerounais.

Celui-ci présente en effet de multiples facettes contradictoires. Alors que les signes de déférence à l'autorité y sont indispensables, à l'image de ce que l'on observe lors de telles cérémonies, c'est aussi un espace qui fourmille d'expressions critiques et irrévérencieuses à l'égard de ces mêmes autorités. C'est à la fois un « régime stable » – dirigé par un président en place depuis 1982 – et un pays qui connaît des situations de crise aigüe, qu'il s'agisse de l'insurrection de Boko Haram à l'Extrême-Nord depuis 2014, du conflit sécessionniste dans les régions anglophones depuis 2016 ou de l'élection présidentielle contestée de 2018 et de la répression politique qui s'en est suivie.

L'objectif de cet ouvrage est d'analyser ensemble les fondements de cet ordre politique pérenne et ses failles. Il cherche à comprendre ce qui produit à la fois sa consistance et les situations de rupture ou de crise,

---

1. R. Dassier, « Panne de voiture : Paul Biya a perdu son pouvoir le 20 mai », *Camer.be*, 25 mai 2016.

dans certaines parties du territoire comme dans différents secteurs de la société. Pour chercher à cerner les conditions de reproduction de cet ordre, je m'appuierai sur la notion de «loyauté», telle que l'a conceptualisée le socio-économiste Albert Hirschman<sup>2</sup>. C'est en l'articulant à celles de «défection» et de «prise de parole» du même auteur<sup>3</sup> qu'il me semble possible de penser les glissements des rapports de domination et d'obéissance vers la contestation du gouvernement ou la soustraction vis-à-vis de la souveraineté de l'État camerounais.

## ÉCRIRE DANS L'ATTENTE

Ce chantier semble d'autant plus important que les commentateurs et commentatrices – citoyennes et citoyens, experts et expertes – se posent des questions sur l'avenir de cet ordre politique. Les journalistes et les diplomates s'interrogent sur «l'après-Biya». Les citoyennes et citoyens camerounais se demandent si leur pays pourrait être affecté par l'épidémie de coups d'État qui sévit en Afrique francophone. Ces moments de rupture sont peu prévisibles<sup>4</sup> et les comprendre, s'ils surviennent, nécessitera de savoir de quoi l'ordre antérieur était fait. Travailler, aujourd'hui, sur la consistance de cet ordre ne signifie pas forcément affirmer sa légitimité, ni anticiper sa longévité.

«*Everything was forever, until it was no more*<sup>5</sup>» : dans son ouvrage portant sur le régime soviétique «tardif», Alexei Yurchak cherche à comprendre pourquoi sa chute fut à la fois imprévisible et peu surprenante. Pour le résumer très brièvement, l'auteur montre que celles et ceux qui jouaient le jeu du formalisme idéologique et institutionnel

---

2. A. O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1970.

3. L'ouvrage d'Albert Otto Hirschman a été édité pour la première fois en français sous le titre : *Face au déclin des entreprises et des institutions*, traduction de Claude Besseyras, Paris, Éditions Ouvrières, 1972. Il fait l'objet d'une nouvelle édition en français vingt-trois ans plus tard sous un nouveau titre : *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995. Sa dernière édition francophone est le fruit d'un éditeur belge : *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011. C'est cette édition sur laquelle, sauf exception, je me baserai. Dans toutes ces éditions en français, *Exit* est traduit par «défection», et *Voice* par «prise de parole». Si la traduction de *Loyalty* par «loyauté» ne soulève guère de question, celle des deux précédents termes ouvre la voie à d'autres interprétations. Je reviens sur d'autres traductions possibles plus loin dans l'introduction.

4. M. Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 (1<sup>re</sup> éd. 1986).

5. « Tout était là pour toujours, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien » [traduction de l'auteur] : A. Yurchak, *Everything Was Forever, Until it Was No More*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2006.

– participant ainsi à la reproduction de l’ordre politique – l’investissaient en même temps de significations multiples, décalées, mais fidèles aux idéaux communistes. Quand, à la faveur de la perestroïka, l’exigence de se conformer au formalisme fut abandonnée et que plus rien n’obligeait à jouer le jeu, les intérêts et les aspirations ont pu se déployer sous d’autres formes que celles imposées : les conditions de l’implosion étaient alors en place.

Ces « simultanités ambiguës<sup>6</sup> » conceptualisées par Alf Lüdtke, faites d’obéissance et de transgression, sont particulièrement importantes à prendre en compte dans le cas qui nous intéresse : on peut en effet anticiper « une crise » du fait de l’âge du président ou des situations de violence qui pourraient s’étendre au-delà des zones où elles sont aujourd’hui circonscrites. Cette « crise » est d’ailleurs peut-être déjà survenue à l’heure où ces pages sont lues. Prendre le temps de décrire de quoi est fait cet ordre politique, c’est produire une archive dans l’attente de ce basculement, lequel s’appuiera sur cet ordre et ses transgressions, tout en le recomposant.

Dans ce contexte, il vaut mieux faire preuve de prudence et analyser les relations de domination comme fondamentalement réversibles et glissantes, pour laisser la place à tous les scénarios possibles, depuis la reproduction de cet ordre au sein d’institutions suffisamment solides parce qu’investies socialement, jusqu’à son ébranlement si d’autres offres d’autorité rencontraient les aspirations et les intérêts de certains groupes sociaux. Écrire en sachant qu’un changement est proche représente un garde-fou utile pour ne pas asséner de jugements définitifs, ni enfermer les acteurs sociaux dans des positions figées et univoques. Cette analyse de la domination politique comme pratique sociale<sup>7</sup>, donc comme fondamentalement ambiguë, permet aussi d’éviter les interprétations crépusculaires d’une « fin de régime » et d’envisager les possibles, à partir du présent.

L’objectif de cette réflexion est ainsi d’ouvrir la boîte noire de la domination comme pratique sociale ordinaire et ambiguë, toujours selon les termes de Lüdtke, afin d’élargir la gamme des relations sociales de pouvoir au-delà des relations autoritaires et clientélares déjà identifiées comme prégnantes au Cameroun. Il ne s’agit pas de mettre de côté les mécanismes de coercition, de cooptation ou de légitimation normative (au travers de la mobilisation du nationalisme ou du développement,

---

6. A. Lüdtke, « La domination comme pratique sociale », *Sociétés contemporaines*, vol. 99-100, n° 3, 2015, pp. 17-63.

7. *Ibid.*

par exemple), mais d'élargir l'éventail des dispositifs de pouvoir étudiés, tout en évitant le « classement » inhérent aux catégories de la politique comparée.

C'est au travers du concept de loyauté qu'il me semble possible de synthétiser cette co-production pratique des dispositifs de pouvoir. Pour Albert Hirschman, qui a forgé ce concept tout en le délaissant rapidement – j'y reviendrai –, la loyauté renvoie à un ensemble de comportements et de sentiments divers, apathie, fidélité, consentement, obéissance, qui se rapportent tous à des manières de rester, de jouer le jeu ou de « faire avec », notamment dans des moments de crise ou de remise en cause de l'institution concernée<sup>8</sup>. Considérée comme une notion fourre-tout, se rapportant à tout ce qui n'est ni la défection ni la prise de parole – les deux autres éléments de son triptyque –, la loyauté embrasse large, permettant précisément de s'intéresser à un univers de pratiques plutôt qu'à leurs motivations. Ainsi, militer pour le parti au pouvoir, recevoir des subsides lors d'un rassemblement militant, assister à un défilé officiel, voter, accepter un poste dans la fonction publique ou encore participer à un échange corruptif sont autant de manières de jouer le jeu, sans que l'on puisse déceler ni démêler l'écheveau des motivations matérielles, morales, idéologiques, ou intimes (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en ait pas). Néanmoins, ces pratiques ont des effets de légitimation, en consolidant le fonctionnement des institutions concernées et parce qu'elles peuvent être revendiquées comme des gages de loyauté par les dirigeants : elles participent ainsi à l'objectivation et à la légitimation de relations de pouvoir<sup>9</sup>. En travaillant le concept de loyauté comme engagement dans les institutions de pouvoir, l'hypothèse centrale de cet ouvrage est que l'ordre social et politique, maintenu depuis l'indépendance, est une co-production à laquelle chacun contribue tout en poursuivant ses propres ambitions (de survie, d'ascension sociale, de « bonheur », selon les termes de Jacques Lagroye et Johanna Siméant-Germanos, de « désir de normalité ou d'État » pour reprendre ceux de Béatrice Hibou<sup>10</sup>). De manière complémentaire, et tout

---

8. A. O. Hirschman, *Exit, voice, loyalty...*, *op. cit.* Cette interprétation de la loyauté comme étant le fait de « l'acteur qui choisit de rester » est mentionnée également par Mounia Bennani-Chraïbi, dans sa notice « Exit, voice, loyalty », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 228-234.

9. M. Dobry, « Légitimité et calcul rationnel. Remarques sur quelques "complications" de la sociologie de Max Weber », in P. Favre (dir.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 127-147.

10. B. Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011 ; J. Lagroye et J. Siméant-Germanos, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in P. Favre (dir.), *Être gouverné...*, *op. cit.*, pp. 53-71.

aussi importante, le triptyque dans lequel s'insère la loyauté permet de travailler les glissements et le continuum entre engagement loyal, prise de parole et défection. Je formule donc une seconde hypothèse selon laquelle examiner les dispositifs et pratiques de loyauté, dans différentes arènes, permet de déceler des moments de déstabilisation et de crise qui remettent en cause le récit – politique et scientifique – bien établi d'un gouvernement reposant sur des arrangements de pouvoir stables et inchangés depuis des décennies.

## **LE CAMEROUN, ENTRE REPRODUCTION DE L'ORDRE ET « CRISES » IMPENSÉES**

Le Cameroun est l'une des matrices essentielles des analyses de l'État et des relations de pouvoir en Afrique, et au-delà, depuis les années 1970. C'est en effet à partir de ce pays que les concepts désormais classiques de « néo-patrimonialisme », de « politique du ventre » et de « postcolonie » ont été forgés et continuent de nourrir les travaux de sociologie politique comparée<sup>11</sup>. À partir de conceptions relationnelles de la domination, ces travaux allaient au-delà des catégories traditionnelles d'autoritarisme ou de clientélisme apposées aux systèmes politiques postcoloniaux. Tout en soulignant la violence des échanges politiques, ils analysaient aussi bien la formation d'un État que la constitution de hiérarchies sociales, leur contestation et les modes d'appropriation de cet assujettissement politique. Parce qu'un certain nombre d'entre eux ont été produits entre les années 1970 et 1990, ils pointent davantage les mécanismes de reproduction de l'ordre social et politique que ses failles. Malgré des moments de protestations ou de surgissement de la violence, politique ou sociale dans les années 1990 jusqu'à aujourd'hui, la production académique sur le Cameroun continue d'insister sur la reproduction de l'ordre et à laisser à l'expertise non universitaire, à quelques exceptions près<sup>12</sup>, l'étude de ces « crises » considérées comme localisées ou momentanées.

---

11. J.-F. Médard, « L'État sous-développé », in *L'Année africaine 1977*, Paris, Pédone, 1978, pp. 35-84; J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la FNSP, 1985; J.-F. Médard, « État, démocratie et développement : l'expérience camerounaise », in S. Mappa (dir.), *Développer par la démocratie ? Injonctions occidentales et exigences planétaires*, Paris, Karthala, 1995, pp. 355-390; A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

12. C. L. Mbowou, « Between the "Kanuri" and Others: Giving a Face to a Jihad with neither Borders nor Tribes in the Lake Chad Basin », in V. Collombier et O. Roy (eds), *Tribes and Global Jihadism*, Londres, Hurst Publishers, 2018, pp. 131-152; H. de M. Heungoup, *Anatomie du phénomène djihadiste au Cameroun : entre mobilisations armées, étatisation et configurations sociales*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Gand, 2024.

L'expression « d'État stationnaire » qualifiant cet ordre politique camerounais souligne la permanence des rapports de pouvoir au sein des institutions dominantes, comme l'administration<sup>13</sup>. Les travaux séminaux de Jean-François Bayart et Jean-François Médard avaient décrit la formation et le rôle central de la bureaucratie comme lieu « d'assimilation réciproque des élites », d'accumulation, de transactions sociales et de redistribution. Les travaux plus récents continuent de souligner la centralité de l'administration comme lieu de commandement, d'inégalités, mais aussi de négociations et d'action publique « extravertie »<sup>14</sup>. De même, l'analyse des luttes politiques entre élites et celle des modes de mobilisation, notamment communautaire, insistent plutôt sur les mécanismes de reproduction de ce clientélisme localisé, tout en notant une exacerbation de la compétition liée à la mise en place du multipartisme en 1990, notamment au sein du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), l'ancien parti unique, devenu le parti dominant<sup>15</sup>.

La question de la centralité de la bureaucratie s'est accompagnée d'une réflexion sur les rapports de pouvoir en son sein, et sur ses techniques d'encadrement des fonctionnaires, des citoyens et des citoyennes. Sous la présidence d'Ahmadou Ahidjo (1960-1982), héritière directe du gouvernement colonial, il est fait recourt à une législation et à des pratiques coercitives exposées par quelques travaux scientifiques et militants<sup>16</sup>. La répression de l'insurrection de l'Union des populations

13. F. Eboko et P. Awondo (dir.), « L'État stationnaire », *Politique africaine*, n° 150, 2018.

14. J.-M. Muñoz, « Business Visibility and Taxation in Northern Cameroon », *African Studies Review*, vol. 53, n° 2, 2010, pp. 149-175; V. A. Tabi, « Democratization and Public Administration in Cameroon since the 1990s: An Overview », *Cahiers africains d'administration publique*, vol. 75, 2010, pp. 123-133; J.-M. Zambo Belinga, « Corruption, communautarisme, quête de notabilité et ethos social au Cameroun. Une asymétrie entre la rhétorique officielle et les pratiques au quotidien », in D. Darbon (dir.), *Le comparatisme à la croisée des chemins. Autour de l'œuvre de Jean-François Médard*, Paris, Karthala, 2010, pp. 73-85; G. Khan-Mohammad et G. Amougou, « Industrie et développement au Cameroun : les dynamiques d'un État dans l'"émergence" », *Critique internationale*, vol. 89, n° 4, 2020, pp. 53-74; C. Lefort-Rieu, « Aide internationale, production de services publics et souveraineté étatique : l'exemple des réfugiés centrafricains dans l'Est-Cameroun », *Politique africaine*, n° 158, 2020, pp. 205-222.

15. D. Eyoh, « Through the Prism of a Local Tragedy: Political Liberalisation, Regionalism and Elite Struggles for Power in Cameroon », *Africa*, vol. 68, n° 3, 1998, pp. 338-359; S. Issa, « Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun », *Africa Spektrum*, vol. 40, n° 2, 2005, pp. 197-220; I. Mouiche, « Autochtonie, libéralisation politique, et construction d'une sphère publique locale au Cameroun », *African Studies Review*, vol. 54, n° 3, 2011, pp. 71-99.

16. A. Eyinga, *Mandat d'arrêt pour cause d'élections : de la démocratie au Cameroun (1970-1978)*, Paris, L'Harmattan, 1978; R. Joseph (ed.), *Gaullist Africa: Cameroon under Ahidjo*, Enugu, Fourth Dimension, 1978; N. Bassomb, *Le quartier spécial. Détenu sans procès au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2000; A. Mukong, *Prisoners without a Crime*, Bamenda, Langaa, 2009.

du Cameroun (UPC), parti anticolonial, et de ses héritiers, les arrestations et les prisons politiques placent le régime dans la catégorie de l'autoritarisme « dur », selon les termes de Jean-François Médard<sup>17</sup>. Le contraste avec ce que le même auteur définit comme « autoritarisme modéré » de la présidence Biya semble amoindrir l'intérêt pour la question de la répression politique depuis lors, même si certains travaux et rapports d'experts publicisent, depuis les années 1990, la répression récurrente des manifestations, la censure et le recours aux procès politiques<sup>18</sup>.

La coercition ordinaire, celle qui ne vise pas les opposants ou les personnalités politiques, mais qui encadre et contraint au quotidien, reste peu travaillée. Il existe de très riches travaux sur les rapports quotidiens de confrontation, de contournement et d'évitement des citoyens et des citoyennes face à l'État<sup>19</sup>. Localisés, ils observent une gamme très large d'engagement avec l'administration, dont l'emprise est indéniable sur le territoire, selon des modalités variables : du commandement violent au retrait, en passant par la redistribution sélective ou le déploiement d'une véritable autorité légitime<sup>20</sup>. Mais cette coercition ordinaire,

---

17. J.-F. Médard, « Autoritarismes et démocraties en Afrique noire », *Politique africaine*, n° 43, 1991, pp. 92-104.

18. E. Breitingier, « “Lamentations patriotiques” : Writers, Censors, and Politics in Cameroon », *African Affairs*, vol. 92, n° 369, octobre 1993, pp. 557-575 ; S. Dicklitch, « Failed Democratic Transition in Cameroon: A Human Rights Explanation », *Human Rights Quarterly*, vol. 24, n° 1, 2002, pp. 152-176 ; F. B. Nyamnjoh et J. Fokwang, « Entertaining Repression: Music and Politics in Postcolonial Cameroon », *African Affairs*, vol. 104, n° 415, 2005, pp. 251-274 ; J.-M. Manga et A. R. Mbassi, « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques, rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », *Politique africaine*, n° 146, 2017, pp. 73-97 ; A. Tcheuyap, « Gouverner dans la peur. Pouvoir, médias et disqualification au Cameroun », *Politique africaine*, n° 161-162, 2021, pp. 245-264 ; J.-C. Ashukem, « To Give a Dog a Bad Name to Kill it – Cameroon's Anti-Terrorism Law as a Strategic Framework for Human rights' Violations », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 39, n° 1, 2021, pp. 119-131.

19. Y. B. Djouda Fiedjio, « Les jeunes benskeineurs au Cameroun : entre stratégie de survie et violence de l'État », *Autrepart*, vol. 71, n° 3, 2014, pp. 97-117 ; R. Orock, « Crime, In/Security and Mob Justice: The Micropolitics of Sovereignty in Cameroon », *Social Dynamics: A journal of African studies*, vol. 40, n° 2, 2014, pp. 408-428 ; M. Morelle, « La prison, la police et le quartier. Gouvernement urbain et illégalismes populaires à Yaoundé », *Annales de géographie*, vol. 702-703, n° 2-3, 2015, pp. 300-322.

20. J. Roitman, *Fiscal Disobedience: An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2004 ; O. T. Mbuagbo et R. Orock, « Urban Governance Policies in Cameroon and the Crisis of Political Exclusion: A Case Study of the City of Kumba », *Journal of Asian and African Studies*, vol. 47, n° 2, avril 2012, pp. 176-189 ; D. Malaquais, « Geographies of Violence: Urban Imaginaries in Douala », in E. K. Tall, M.-E. Pommerolle et M. Cahen (eds), *Enough is Enough: Resistances, Contestations and Mobilisations in Africa*, Leiden, Brill, 2015, pp. 227-263 ; G. Vadot, *Les bras et le ventre : une sociologie politique des plantations industrielles dans le Cameroun contemporain*, Thèse pour le doctorat en science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019.

parfois non violente, demeure une énigme centrale. Et travailler les dispositifs de loyauté et les ressorts volontaires et contraints amenant à s'engager dans des interactions avec l'État est un moyen de poursuivre la réflexion sur son encadrement quotidien. Entre suggestions, rétributions, cooptation et coercition, la gamme des dispositifs et de leurs ressorts sera questionnée à partir d'une variété de situations de loyauté.

La relative invisibilisation des mécanismes de répression et de violence dans les travaux sur le Cameroun se retrouve dans le nombre limité d'études sur les périodes de « crises » politiques ou sécuritaires. Ces dernières ne structurent pas le récit – officiel comme scientifique – de la trajectoire politique du Cameroun. L'insurrection de l'UPC, parce qu'elle « chevauche » l'indépendance, a été mise de côté dans l'histoire officielle (en dehors de quelques amendements superficiels) et revient seulement depuis une dizaine d'années dans les débats académiques<sup>21</sup>. Les protestations de février 2008, dépassant le cadre des « émeutes de la faim » qui leur a été trop vite accolé, renvoyaient plutôt à une convergence de revendications liées à la cherté de la vie et à un changement constitutionnel permettant une nouvelle candidature du président Biya. La répression (dont certaines sources évaluent le bilan à plus d'une centaine de morts) et le flou entretenu sur les motivations des acteurs protestataires ont mis de côté cet épisode de délégitimation populaire<sup>22</sup>. Le moment de contestation ouverte le plus récent, né autour de l'élection présidentielle de 2018, laisse peu de traces analytiques derrière lui, alors même que des mobilisations multiformes (populaires comme légalistes) et une répression inédite se sont déployées en plusieurs endroits du pays<sup>23</sup>.

Seules les revendications démocratiques des années 1990-1992 ont droit de cité dans les récits politiques et scientifiques, davantage pour leurs conséquences (multipartisme et libertés publiques) que pour leurs exceptionnelles mobilisations de rue<sup>24</sup>. Ces épisodes, dont

---

21. A. Mbembe, « L'État-historien », in R. Um Nyobé, *Écrits sous maquis*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 9-42.

22. F. Eboko, « Cameroun : acteurs et logiques des émeutes de 2008 », *Alternatives Sud*, n° 15, 2008, pp. 53-57.

23. International Crisis Group, *Easing Cameroon's Ethno-political Tensions, On and Offline*, Rapport Afrique, n° 295, 3 décembre 2020 ; Human Rights Watch, « Cameroun : la répression à l'encontre de l'opposition s'accroît », 21 septembre 2020 ; J.-B. Tagne, « Au Cameroun, le calvaire carcéral des opposants à Paul Biya », *Afrique XXI*, 11 juillet 2022.

24. M. Kamto, « Quelques réflexions sur la transition vers le pluralisme politique au Cameroun », in G. Conac (dir.), *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, Paris, Economica, 1993, pp. 209-236 ; L. Sindjoun, « Cameroun : le système politique face aux enjeux de la transition démocratique (1990-1993) », *L'Afrique politique*, Paris, Karthala, 1994, pp. 143-165 ; F. Ebooussi Boulaga, *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1997 ;

la temporalité et l'ampleur furent équivalentes sur une grande partie du continent africain, ont subi un même aveuglement scientifique, non pas lorsqu'ils ont surgi, mais dans les analyses élitistes et institutionnelles imposées *a posteriori* par le paradigme « transitologique » de l'époque<sup>25</sup>. Pourtant, au Cameroun comme ailleurs, les apprentissages contestataires de cette époque ont eu des effets importants sur les modalités de la prise de parole par la suite et sur les dispositifs de loyauté envisagés pour y faire face<sup>26</sup>.

Enfin, les insurrections de la secte Boko Haram, à l'Extrême-Nord, et des mouvements sécessionnistes anglophones, au Sud-Ouest et au Nord-Ouest<sup>27</sup>, sont, le plus souvent et malgré leur importance politique et sociale, traitées de manière isolée, en dehors de toute réflexion sur les configurations nationales du pouvoir<sup>28</sup>. Ces deux espaces connaissent bien sûr des histoires singulières, et comprendre ces crises nécessite d'en avoir une perspective localisée. Mais c'est avant tout l'insertion problématique des citoyennes et citoyens camerounais dans la communauté politique nationale qui explique les formes prises par ces insurrections violentes<sup>29</sup>. La richesse des données empiriques fournies par les études commanditées par des acteurs de l'action publique dans ces régions ne comble pas l'absence de réflexion de sociologie politique sur ce que ces crises font à la reproduction de l'ordre politique au Cameroun<sup>30</sup>.

---

A. Mehler, « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », in J.-P. Daloz et P. Quantin (dir.), *Transitions démocratiques en Afrique*, Paris, Karthala, 1997, pp. 95-138 ; J. Takougang et M. Krieger Milton (eds), *African State and Society in the 1990s. Cameroon's Political Crossroads*, Boulder, Westview Press, 1998 ; L. Sindjoun (dir.), *La Révolution passive au Cameroun : État, société et changement*, Dakar, CODESRIA, 1999.

25. N. Guilhot, *The Democracy Makers: Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

26. M.-E. Pommerolle, *À quoi servent les droits de l'Homme ? Action collective et changement politique au Cameroun et au Kenya*, Thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Bordeaux, 2005 ; J. Siméant-Germanos, *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique*, Paris, Karthala, 2014.

27. Pour rappel, le Cameroun contemporain est issu du rassemblement, aujourd'hui contesté, du Cameroun oriental, anciennement sous tutelle française (et donc « francophone »), et de la partie méridionale du Southern Cameroons, anciennement sous tutelle britannique (et donc « anglophone »). Ce dernier territoire correspond aujourd'hui à deux régions (Nord-Ouest, Sud-Ouest), sur les dix que compte le Cameroun.

28. Voir néanmoins C. Lefort-Rieu, « Peacemaking in an Authoritarian Context in Africa: Promoting Peace from Below in Cameroon », *African Affairs*, vol. 123, n° 490, 2024, pp. 103-112.

29. C. L. Mbowou, « Pouvoir et savoir sur les identités à l'âge biométrique aux abords du lac Tchad. Impossible vérité, impossible citoyenneté ? », *Sociétés Politiques Comparées*, n° 48, mai-août 2019.

30. G. Magrin et M.-A. Pérouse de Montclos, *Crise et développement : la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Marseille, IRD Éditions, 2018 ; C. Raimond et V. Basserie (dir.), *Étude régionale de recherche : impacts contrastés de la crise sécuritaire sur les situations foncières dans la région du lac Tchad*, Rapport d'étude – Projet RESILAC, 2020 ; C. Baroin, E. Chauvin, O. Langlois

Ce sont finalement les travaux d'anthropologie politique qui parviennent le mieux à travailler l'encastrement de l'ordre social et politique et de leurs contestations, notamment au travers des études sur les relations entre aînés et cadets sociaux, et sur les modes populaires d'action politique<sup>31</sup>. Les multiples dimensions de la relation sociale et politique entre aînés et cadets sociaux ont été interrogées, notamment dans un contexte de raréfaction des ressources, de lutte politique plus compétitive, d'aspirations et de pratiques nouvelles de la part des cadets<sup>32</sup> : quelles sont les possibilités de discuter les termes de l'échange<sup>33</sup> ? Quelle est la part de contrainte et de convivialité dans cette relation<sup>34</sup> ? Le contrôle des cadets par les autorités coutumières est-il remis en cause par des performances symboliques subversives<sup>35</sup> ? Les pratiques criminelles – comme la « feymania », une arnaque financière répandue dans les années 1990, le rapt ou l'extorsion, communs dans certaines régions rurales du pays – sont-elles des modes populaires d'action politique, et jusqu'où sont-elles contre-hégémoniques<sup>36</sup> ?

La difficulté à penser ensemble la continuité d'un ordre politique et ses failles tient en partie aux conditions de production du savoir. Les contraintes politiques qui pèsent sur les universités camerounaises expliquent qu'une partie de la production très riche de sciences sociales sur le politique insiste davantage sur les dynamiques de reproduction de l'ordre politique ou sur les dimensions localisées des luttes politiques que sur les situations et épisodes de crise et d'insurrection. Ce sont plutôt des universitaires anglophones, pour certains installés à

---

et C. Seignobos (dir.), *Conflits et violences dans le bassin du lac Tchad. Actes du XVII<sup>e</sup> colloque Méga-Tchad*, Marseille, IRD Éditions, 2020.

31. J. Fokwang, « Politics at the Margins: Alternative Sites of Political Involvement among Young People in Cameroon », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 50, n° 2, 2016, pp. 211-228.

32. F. Beuvier, « La figure du "cadet" Grassfields. Contribution à l'histoire d'un concept anthropologique », *Cahiers d'études africaines*, vol. 237, n° 1, 2020, pp. 31-61.

33. R. Orock, « Manyu Youths, Belonging and the Antinomies of Patrimonial Elite Politics in Contemporary Cameroon », *Cultural Dynamics*, vol. 25, n° 3, 2013, pp. 269-290.

34. D. Manirakiza, « Football amateur au Cameroun : entre clientélisme politique et échanges mutuels », *Politique africaine*, n° 118, 2010, pp. 103-122 ; R. Orock, « Welcoming the "Fon of Fons" : Anglophone Elites and the Politics of Hosting Cameroon's Head of State », *Africa*, vol. 84, n° 2, 2014, pp. 226-245.

35. N. Argenti, *The Intestines of the State. Youth, Violence, and Belated Histories in the Cameroon Grassfields*, Chicago, Chicago University Press, 2007 ; F. Beuvier, *Danser les funérailles : associations et lieux de pouvoir au Cameroun*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2015.

36. D. Malaquais, « Arts de feyre au Cameroun », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, pp. 101-118 ; S. Issa, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010 ; B. Ndjio, *Magie et enrichissement illicite. La feymania au Cameroun*, Paris, Karthala-Sephis, 2012.

l'extérieur, qui proposent une analyse des mouvements d'opposition et de résistance. La barrière linguistique explique sans doute également le manque de conversation entre ces corps de littérature, tout comme les traditions disciplinaires orientent les choix d'objets, singulièrement différents : la science politique francophone est plutôt institutionnelle, tandis que les questions politiques sont davantage abordées par des socio-anthropologues anglophones.

## « ON VA FAIRE COMMENT ? » LA LOYAUTÉ EN PRATIQUES

Plus fondamentalement, la difficulté à penser l'ordre politique et ses crises vient du fait que le « régime camerounais », au sens de ses responsables politiques, est la cible de critiques virulentes dans l'espace public, critiques qui ne semblent pas avoir de conséquences sur les pratiques de domination. Cette apparente contradiction n'en est peut-être pas une si l'on accepte de dissocier, avec Michel Dobry, les jugements moraux des pratiques sociales, et plus spécifiquement la légitimité normative des processus de légitimation « en pratique »<sup>37</sup>. Cette distinction permet de penser la coexistence d'une expression très forte de rejet du « régime politique » et d'un engagement pérenne des élites et des citoyens et citoyennes dans les institutions de pouvoir, et donc la reproduction de ces dernières.

La légitimité normative renvoie aux « croyances légitimantes » incorporées par les individus et conditionnant leur adhésion aux institutions politiques. Au Cameroun, la valeur accordée aux institutions et à celles et ceux qui les incarnent est pour le moins débattue : l'idée d'une société, et notamment de dirigeants, moralement corrompus, paraît même être la croyance la mieux partagée. Les paniques morales autour de l'homosexualité et de pratiques sorcellaires<sup>38</sup>, la multiplication des cellules anti-corruption, et des Églises de diverses obédiences<sup>39</sup> activent toutes le registre de l'immoralité de la société. La prééminence de nombre de figures camerounaises de la pensée critique socialisées intellectuellement dans le monde chrétien contribue sans doute à asseoir ce registre moral<sup>40</sup>. Pourtant, malgré ces jugements implacables,

---

37. M. Dobry, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », in J. Santiso (dir.), *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Karthala, 2009, pp. 103-120.

38. S. Roxburgh, « Homosexuality, Witchcraft, and Power: The Politics of *Ressentiment* in Cameroon », *African Studies Review*, vol. 62, n° 3, 2019, pp. 89-111.

39. G. Séraphin (dir.), *L'effervescence religieuse en Afrique. La diversité locale des implantations religieuses chrétiennes au Cameroun et au Kenya*, Paris, Karthala, 2004.

40. On pense ici à Jean-Marc Ela, Fabien Eboussi Boulaga, Achille Mbembe, ou encore Ludovic Lado.

l'ordre politique camerounais n'a pas connu – jusqu'à récemment – de perturbations majeures, si bien qu'il se reproduit depuis des décennies selon des lignes reconnaissables.

La seconde manière d'envisager la légitimation renvoie à des pratiques sociales, induites par les institutions, au sein desquelles « l'acteur se trouvera ou se croira "pris" situationnellement dans la nécessité de *jouer le jeu*, souvent à l'encontre de ses propres valeurs ou conviction ("comment faire autrement?")<sup>41</sup> ». Cette dernière expression, qui résonne étrangement avec l'une des expressions communes au Cameroun et à l'Afrique centrale en général – « On va faire comment ?<sup>42</sup> » –, insiste à la fois sur l'emprise des institutions sur les vies sociale et politique, et sur la nécessité, pour ceux qui restent, de jouer « le jeu » des institutions sans forcément y adhérer.

C'est donc en s'intéressant à ces pratiques de loyauté qu'il semble possible de travailler, à la fois, la complexité des engagements au sein d'institutions, qui ne sont pas forcément légitimes en valeur, et le fait que ces engagements permettent de poursuivre des intérêts, des projets, parfois même des convictions. Cette perspective conduit ensuite à réfléchir aux transformations des institutions de pouvoir du fait d'injonctions extérieures, de la volonté des dirigeants, mais aussi de l'engagement des citoyens et citoyennes qui les font vivre et parfois les prennent au mot, animant ainsi ce que Luc Sindjoun désigne comme des « cases vides »<sup>43</sup>. Elle offre, enfin, d'observer que l'emprise des institutions sur les citoyens et citoyennes est variable, de la contrainte totale à des marges d'autonomie, en fonction des dispositifs de coercition mais aussi de la socialisation et des capitaux de chacun : l'articulation aux pratiques de prises de parole et de défection est alors possible à détecter. On peut ainsi penser ensemble ordre et désordre politiques, expliquer tant la ténacité d'un mode de gouvernement que ses failles.

Les chapitres de cet ouvrage traitent, tour à tour, de pratiques de loyauté qui permettent autant au pouvoir de se légitimer qu'aux citoyens et citoyennes de poursuivre des intérêts ou des aspirations, dans un cadre plus ou moins contraint. Voter, défiler, être « patriote », travailler pour ou avec des institutions étatiques, constituent autant d'engagements quotidiens ou ponctuels dans des dispositifs de pouvoir. Les observer sur un temps relativement long (depuis l'indépendance, pour certains) permet de déceler des transformations – notamment au

---

41. M. Dobry, « Valeurs, croyances... », art. cité, p. 112.

42. F. Ngimbi, « On va faire comment ? », *Jeune Afrique*, 14 mai 2014 ; T. Ngongang-Quandji, *Nos années 80 – On va faire comment ?*, Aix-en-Provence, éditions Persée, 2018.

43. L. Sindjoun, *L'État ailleurs. Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica, 2002.